

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

COORDONNÉE PAR

ANNE DULPHY (*)

(*) Maître de conférences à l'Ecole polytechnique (France) et à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po, France), chercheur rattachée au Centre d'histoire de la Fondation nationale des Sciences politiques (France).

SOMMAIRE

Prix Albert Thibaudet

Jean LOPEZ / Lasha OTKHMEZURI, *Joukov. L'homme qui a vaincu Hitler*, Perrin, Paris, 2013, par Yves Boyer et Nicolas Haupais

Notes de lecture

Stefan C. AYKUT / Amy DAHAN, *Gouverner le climat ? 20 ans de négociations internationales*, Presses de Sciences Po, Paris, 2015, par Grégoire Gayard

Frédéric BOZO, *Histoire secrète de la crise irakienne. La France, les Etats-Unis et l'Irak 1991-2003*, Perrin, Paris, 2013, par Georges-Henri Soutou

Julien HERVIER, *Ernst Jünger dans les tempêtes du siècle*, Fayard, Paris, 2014, par Benoît d'Aboville

Jean-François KAHN, *L'Horreur médiatique*, Plon, Paris, 2014, par Michel Mathien

Jean DE PRÉNEUF / Eric GROVE / Andrew LAMBERT (dir.), *Entre terre et mer. L'occupation militaire des espaces maritimes et littoraux*, Economica, Paris, 2014, par Michel Leymarie

Marie-Pierre REY, 1814. *Un tsar à Paris*, Flammarion, Paris, 2014, par Anne Dulphy

Nicolas SAUDRAY, 1870, 1914, 1939. *Ces guerres qui ne devraient pas éclater*, Editions Michel de Maule, Paris, 2014, par Pierre Morel

PRIX ALBERT THIBAUDET

Le prix Albert Thibaudet a été créé au printemps 2008. Il porte le nom d'un écrivain connu pour ses travaux de critique littéraire, d'histoire des idées politiques et de relations internationales. Albert Thibaudet (1874-1936) est notamment l'auteur de *La Campagne avec Thucydide* (1922), comparaison entre la Grande Guerre et la guerre du Péloponnèse. Le prix qui l'honore est remis à l'auteur d'un ouvrage récent en langue française, consacré notamment aux relations internationales.

En 2014, il a été décerné à Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri pour *Joukov. L'homme qui a vaincu Hitler*, publié par les éditions Perrin en 2013.

Jean LOPEZ / Lasha ОТКХМЕЗУРИ, *Joukov. L'homme qui a vaincu Hitler*, Perrin, Paris, 2013, 736 p.

Cet ouvrage comble une lacune importante, celle d'une biographie en langue française d'un des plus importants acteurs de la Seconde Guerre mondiale et de la victoire soviétique. Cette rareté s'explique sans doute par des raisons d'ordre politique. Le camp occidental n'a peut-être pas eu intérêt à rendre sa part à la contribution soviétique à l'effort de guerre, qui fut évidemment décisive – on estime généralement que près de 70% de la Wehrmacht ont disparu sur le front de l'Est. Quant au camp communiste, il a entretenu des rapports ambivalents avec les militaires – en témoignent du reste les disgrâces successives de Joukov –, dont on a bien conscience de l'importance, mais qu'on ne veut pas porter trop en avant, les dirigeants civils prévalant sur le militaire lui-même. Gueorgui Joukov a rédigé, dans un contexte de disgrâce, des mémoires qui sont à la fois une irremplaçable mine d'informations et une formidable source de confusions, celles-ci ayant été soumises à une sévère censure des autorités soviétiques et à celle d'un auteur qui s'est toujours donné le beau rôle. Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri se sont attachés à démêler le vrai du faux, la mystification de l'authenticité.

Cette biographie pourrait se lire d'une seule traite tant le style est entraînant. Il s'agit d'une œuvre d'ampleur, faite par des spécialistes de l'histoire militaire soviétique. Paradoxalement, sur l'homme Joukov, on en apprend assez peu, sans doute parce qu'il y en a peu à savoir. L'homme est un concentré d'énergie, de volonté, de brutalité, qui s'épanche peu. D'où un portrait psychologique assez frustré, assez sommaire finalement. L'intérêt de l'ouvrage est donc ailleurs. Ce qui est intéressant, c'est de

suivre le parcours de cet homme. Né dans une famille de la paysannerie aisée, engagé dans l'armée tsariste, il sortit du rang dans l'armée « des ouvriers et des paysans » et se vit propulsé vers les sommets de la hiérarchie militaire, puis vers ceux du pouvoir politique, dans un contexte tout à fait particulier, celui du communisme soviétique dans sa version stalinienne. Il est donc passionnant de découvrir comment Joukov émerge et quels sont les facteurs dont a dépendu sa survie (militaire, politique et... physique) Se mêlent ici d'indéniables compétences, une bonne dose de machiavélisme – la description des rapports entre les militaires et les civils donnant lieu, dans l'ouvrage, à de réjouissants passages – et aussi une part de chance – Joukov est passé visiblement très près des purges staliniennes, qui détruisent la faible architecture militaire soviétique d'avant guerre et décimeront les cadres de l'Armée rouge peu de temps avant l'offensive allemande de 1941.

Un autre des nombreux intérêts de l'ouvrage est de montrer comment ce militaire assez exceptionnel est traité par le pouvoir soviétique : encensé, porté aux nues parfois, mais objet de méfiance puisque le chef de guerre peut devenir dangereux, dans la mesure où il est à la tête d'un outil dont la puissance est à la fois la garantie de la survie du régime et une source de crainte – celle de voir émerger un nouveau Bonaparte.

L'ouvrage met également en perspective l'importance des variables non militaires dans les choix tactiques et stratégiques. Joukov est à la tête d'un matériau très particulier, un matériau humain sur lequel il a une prise considérable, ultime, celle d'envoyer à la mort ses composantes. Naturellement, lorsque l'exposition est motivée par des analyses rationnelles, liées aux nécessités militaires, les choses apparaissent dans leur ordre. Toutefois, tel n'est pas toujours le cas : la pression du pouvoir politique – il ne faut pas oublier que Staline, chef d'État et chef de guerre, exerce un contrôle sur l'armée, ce qui signifie que le pouvoir militaire doit tenter, quand c'est possible, de résister à des demandes aberrantes – et le désir de gloire poussent à des décisions qui se traduisent par des dizaines de milliers de tués. Joukov se révèle ainsi particulièrement mal inspiré à Seelow, au mois d'avril 1945, alors que la prise de Berlin est toute proche. Dans ce cas, c'est la mise sous pression du Maréchal par Staline, jouant de la rivalité savamment orchestrée avec Koniev, qui se traduit par des dizaines de milliers de morts soviétiques qui auraient pu être sans doute évitées – on estime à environ 500 000 les pertes soviétiques entre le 1^{er} janvier et le 8 mai 1945.

Comme cela a été déjà souligné, l'ouvrage se caractérise par sa très grande ampleur. Evidemment, les pages consacrées à la Seconde Guerre mondiale sont les plus nombreuses. Il ne saurait être question de les synthétiser. On suit ici Joukov entièrement par ses actions et leur inscription dans le cadre plus vaste de la guerre dans son ensemble. Il s'agit d'ailleurs d'un tableau plus large que la description des actions de Joukov. Le personnage s'y perd un peu parfois et l'œuvre devient une fresque des

milieux politiques et militaires soviétiques puis, la guerre venue, du front de l'Est dans son ensemble. La contribution, souvent décisive, de Joukov sur certains théâtres d'opération, en Mongolie (bataille de Khalkhin Gol face aux Japonais en 1939), devant Moscou, Stalingrad, la prise de Berlin, est analysée avec une particulière attention. Et c'est finalement la plus grande réussite de l'ouvrage, celle d'ouvrir le profane au fonctionnement de l'armée soviétique, de l'envisager avec ses formidables forces (réserves humaines, doctrine militaire de pointe – le fameux art opératif) et ses stupéfiantes faiblesses, qui conduisent à un gâchis humain parfois sidérant et qui ont failli coûter à l'Union soviétique son existence. Ici, la leçon n'est pas que militaire, elle est aussi hautement politique, en ce qu'elle décrit de l'intérieur le fonctionnement d'un régime totalitaire dans ses rapports ambivalents, parfois pervers, à l'armée. C'est ainsi que les pages sur l'après-guerre, en particulier celles consacrées aux années Khrouchtchev puis Brejnev, s'avèrent particulièrement intéressantes car elles éclairent les difficultés du pouvoir soviétique à digérer les conséquences de la Seconde Guerre mondiale, le pouvoir oscillant entre la promotion et l'exploitation politique des vainqueurs – Joukov est nommé ministre de la Défense – et la mise sous tutelle de personnes dont l'aura est trop grande. En même temps, les auteurs n'oublient pas d'aborder les conditions matérielles et humaines qui prévalaient en Russie de la fin du régime tsariste au début des années 1970.

C'est ainsi une magistrale fresque que nous offrent dans un style alerte et parfait Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri. Ouvrage particulièrement riche, doté d'un appareil de notes conforme aux plus exigeantes règles académiques, oscillant habilement entre le global et l'anecdote, écrit par des auteurs possédés par leur sujet et qui, férus d'histoire militaire, en maîtrisent parfaitement l'arrière-plan, c'est-à-dire les aspects stratégiques et politiques, cette biographie de Joukov mérite amplement le prix Thibaudet.

Yves Boyer et Nicolas Haupais

NOTES DE LECTURE

Stefan C. AYKUT / Amy DAHAN, *Gouverner le climat ? 20 ans de négociations internationales*, Presses de Sciences Po, Paris, 2015, 749 p.

Cet ouvrage, qui paraît à quelques mois de la tenue à Paris de la vingt et unième Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 21), constitue un bilan opportun de l'état des négociations internationales sur le climat.

Les deux auteurs collaborent depuis plusieurs années sur le thème de la gouvernance climatique. Amy Dahan, historienne des sciences, anime au Centre Alexandre-Koyré (CNRS-EHESS) une équipe de recherche sur le thème « Changement climatique, expertise et fabrication des futurs » et la thèse de Stefan C. Aykut, qu'elle a dirigée, porte le titre *Comment gouverner un « nouveau risque mondial » ? La construction du changement climatique comme problème public à l'échelle globale, européenne, en France et en Allemagne*. Le fruit de leur collaboration est cet ouvrage de référence qui s'attache à dresser un portrait analytique du processus de négociations multilatérales sur le thème du changement climatique, entamé il y a plusieurs décennies.

La posture de départ des auteurs est clairement assumée : « *La crise climatique est réelle, profonde et durable* » (p. 11). On ne trouvera pas ici de remise en cause de la réalité du changement climatique ou de sa sévérité. A ce titre, l'ambition des auteurs est double. Il s'agit, d'une part, de retracer l'émergence de la question climatique dans l'agenda mondial et la construction d'un véritable processus multilatéral de gouvernance en la matière. Les questions de la place de l'expertise scientifique dans ce cheminement et du rôle des acteurs principaux (Etats-Unis, Union européenne, puissances émergentes, société civile et organisations non gouvernementales) font notamment l'objet d'une attention particulière. D'autre part, les auteurs visent à dresser un bilan de ce processus de gouvernance, à analyser les facteurs permettant d'expliquer ses impasses et échecs et à suggérer des pistes de réflexion sur l'avenir des négociations climatiques. Le diagnostic est celui de l'apparition d'un « *schisme avec le réel* » au sein de la gouvernance climatique, tandis que les remèdes suggérés imposent de renouveler le regard porté sur le problème du climat et de revoir les formes que prend cette gouvernance multilatérale.

Pour atteindre ces objectifs, l'ouvrage est construit en 11 chapitres, suivant une trame essentiellement chronologique qui permet aux auteurs de résumer efficacement la progression des négociations internationales, tout en exposant successivement et de manière didactique les principaux

enjeux de ces dernières, chaque chapitre s'attachant à une grande problématique. Ces choix offrent au lecteur, même néophyte, la possibilité de se familiariser rapidement avec telle ou telle dimension de la question climatique, qui se caractérise pourtant par ses enjeux multiples et croisés. Le ton de l'ouvrage se veut lisible par des non-experts, ce qui n'enlève rien à la rigueur de l'analyse, fondée sur une bibliographie considérable.

Le livre débute par un chapitre consacré à l'émergence de la question du climat sur la scène internationale. A partir du développement d'outils de modélisation numérique du climat, le diagnostic d'un réchauffement global émerge au sein de la communauté scientifique dès les années 1970. Des efforts de coopération scientifique internationale sont développés, notamment sous l'égide de l'Organisation météorologique mondiale et du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Ces efforts débouchent en 1988 sur la création du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Le sujet du climat est progressivement pris en charge sur la scène internationale, jusqu'à la mise en place d'un processus onusien consacré par la Conférence de Rio de 1992 et la signature d'une Convention climat, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). De manière plus transversale, ce chapitre expose le rôle de l'expertise scientifique dans la construction du problème climatique comme enjeu politique global et analyse les problèmes justement posés par cette approche globaliste de la question.

Les chapitres 2 à 7 déroulent le fil des négociations internationales climatiques depuis 1992. Les chapitres 2 et 3 présentent respectivement le cadre onusien des négociations sur le climat et le Protocole de Kyoto. Des développements exposent les difficultés de l'interaction entre expertise scientifique et déroulement des négociations. L'organisation des rapports entre le GIEC et le processus de négociation sur le climat fait elle-même l'objet de tractations entre les Etats, sans que ces discussions aient pu résoudre complètement la tension entre la production de connaissances scientifiques se voulant neutres et celle d'avis pour les décideurs politiques. Les auteurs analysent également la « *fabrique de la lenteur* » qui conduit les négociateurs à s'attarder sur le processus et la forme plutôt que de discuter du fond. Cette tendance résulte selon eux des procédures et des difficultés politiques non résolues. Dans ce contexte, ils notent justement l'importance, lors des grands-messes que constituent les conférences annuelles, du « *off* », qui réunit une multitude d'acteurs non étatiques. A propos du Protocole de Kyoto, on retiendra particulièrement les passages consacrés au triomphe paradoxal d'une « *grammaire de marché de type néolibérale, au moment même où les Etats-Unis, qui ont le plus ardemment défendu cette voie, quittent le processus* » (p. 13).

Ce retrait américain est analysé dans les chapitres suivants, consacrés à une présentation géographique des acteurs ou groupes d'acteurs majeurs du processus de négociation : les Etats-Unis (chapitre 4), l'Union européenne (chapitre 5), les pays en développement et puissances émergentes

(chapitre 6). Ces trois chapitres permettent de mesurer la profondeur des contradictions qui traversent chacun de ces acteurs, pourtant souvent présentés à tort comme des blocs monolithiques.

Dans une trame chronologique, le chapitre 7 expose la déconfiture de la Conférence de Copenhague en 2009 et les difficultés de l'après-Kyoto, qui a été marqué par une régression de la question environnementale dans l'ordre des priorités internationales, dans un contexte de crise économique. Des développements sont consacrés à la place des acteurs non étatiques. La Conférence de Copenhague a en effet marqué un point culminant dans la mobilisation des ONG et des autres acteurs non étatiques, tels que les gouvernements régionaux et locaux. Son échec a été d'autant plus retentissant que les attentes étaient élevées.

On entre alors véritablement dans la seconde partie de l'ouvrage, qui dresse un bilan de la gouvernance climatique et propose des pistes de réflexion pour l'avenir. Le chapitre 8 est à ce titre un temps fort du livre. Il analyse les contradictions et les limites du processus de gouvernance climatique, qui ont conduit à l'impasse dans laquelle il semble s'être engagé. Le constat est celui d'un décalage, d'un schisme « *entre, d'un côté, une réalité du monde, celle de la globalisation des marchés, de l'exploitation effrénée des ressources d'énergies fossiles et des Etats pris dans une concurrence économique féroce et s'accrochant plus que jamais à leur souveraineté nationale et, de l'autre, une sphère des négociations et de la gouvernance qui véhicule l'imaginaire d'un « grand régulateur central » apte à définir et à distribuer des droits d'émissions, mais de moins en moins en prise avec cette réalité extérieure »* (pp. 399-400). Ce schisme est accentué par le décalage entre le constat scientifique de plus en plus alarmiste sur les bouleversements du climat et la lenteur du processus de gouvernance multilatéral. Les auteurs identifient trois moments-clefs de « *manque de clairvoyance* » (p. 403) : le changement durable des priorités américaines, manifesté par le retrait de Kyoto et l'engagement dans une « guerre contre le terrorisme » ; le déclenchement de la crise financière puis économique mondiale ; et, enfin, l'épisode de Copenhague, où le militantisme et l'engagement du monde non étatique est confronté en plein jour aux contradictions du processus de négociations onusien. Les bouleversements géopolitiques intervenus depuis les débuts des négociations (émergence de la Chine comme superpuissance, globalisation économique et financière, transformations du paysage énergétique mondial) ont mis en évidence la lenteur et l'inertie des négociations climatiques.

Dans les chapitres suivants, pour sortir de cette impasse, les auteurs défendent une vision renouvelée du problème du climat et lancent un appel à « *le repolitiser et à le désenclaver, à changer de paradigme économique et d'échelle de gouvernance, bref, à remettre en cause l'ordre de gouvernementalité qui a dominé les politiques climatiques au cours des vingt dernières années : il s'agit de le réinscrire dans un cadre plus large et d'ancrer son traitement dans les réalités d'un monde qui change rapidement*

et prend constamment de court les quelques avancées observées dans les négociations internationales. Ce regard renouvelé impose le passage d'une vision qui résume le problème climatique aux seules réductions des émissions à une approche concentrée sur la nécessaire transformation des systèmes énergétiques et productifs » (p. 15). Cette réflexion est ponctuée, en guise de conclusion, par un détour vers les théories dites de l'anthropocène, qui replacent la question climatique dans le cadre beaucoup plus large des rapports de l'espèce humaine avec la terre.

Ainsi, Stefan C. Aykut et Amy Dahan nous proposent ici presque deux ouvrages en un. Le premier constitue un travail de référence sur le processus de gouvernance multilatéral sur le climat. Un tableau complet et analytique en est dressé, qui permet de dégager la multiplicité des dynamiques en jeu et les contradictions du cadre de négociations onusien. La seconde face de cet ouvrage est nécessairement plus réflexive et moins concrète. On y trouvera des pistes de réflexion davantage que des indications précises sur la marche à suivre pour remettre la gouvernance climatique sur de bons rails. Il est néanmoins difficile d'en faire le reproche aux auteurs, étant donnée la complexité à la fois du processus de négociations actuel et de ses contradictions.

Enfin, il faut souligner que ce travail recèle des développements réellement enrichissants sur certaines dimensions du processus de gouvernance, comme la place de l'expertise scientifique, celle de la société civile ou encore la difficulté de gérer des enjeux globaux sans engendrer un régime obèse, inerte et déconnecté du réel. On trouvera là matière à réflexion bien au-delà du thème du climat, pour qui s'intéresse aux négociations multilatérales et aux régimes internationaux.

Grégoire GAYARD

Frédéric Bozo, *Histoire secrète de la crise irakienne. La France, les Etats-Unis et l'Irak 1991-2003*, Perrin, Paris, 2013, 416 p.

Le livre de Frédéric Bozo, *Histoire secrète de la crise irakienne. La France, les Etats-Unis et l'Irak 1991-2003*, fondé sur les sources les plus importantes, celles du Quai d'Orsay et les archives présidentielles, et puisant dans une masse de témoignages, est absolument passionnant. On y trouve un récit très complet et minutieux de la crise, qui rend compte par ailleurs de l'ensemble des acteurs, y compris les autres pays concernés, les Nations Unies, l'Iraq et les différentes missions de contrôle du désarmement de ce dernier pays (l'UNSCOM puis l'UNMOVIC).

On lit une description très fine des systèmes décisionnels en présence et du rôle respectif des différents acteurs. Du côté français, Jacques Chirac est vraiment le maître du jeu. Ses analyses, souvent pertinentes, et son rôle personnel sont mis en pleine lumière. Dominique de Villepin, qu'on a eu tendance, à l'époque et depuis, à mettre au premier plan, a été son collaborateur à l'Élysée, il le reste au Quai d'Orsay, certes avec son style à

lui et ses initiatives propres, mais il sait qu'il va dans le sens du Président, ce n'est pas lui qui « fait » cette politique. La place des diplomates, essentielle mais malgré tout au second plan, ainsi que celle des militaires, désireux d'être associés suffisamment tôt aux préparatifs américains mais qui ne seront que très tardivement informés du fait qu'en aucun cas la France ne participerait à une opération militaire, tout cela est lumineux.

De même que la situation du côté américain, où les acteurs sont plus nombreux et, dans un système polycentrique, moins disciplinés. Le rôle de George Bush est décrit fort loin des caricatures habituelles. Certes, ce n'est pas un intellectuel, mais il en rajoute volontiers et, en fait, il étudie les dossiers et se fait sa propre opinion à chaque moment de la crise, il ne s'en remet pas automatiquement à ses conseillers.

Dans les deux cas, on a une admirable description de processus de décisions devenues fort complexes dans un monde en crise.

Explication aussi des processus de décision dans le cadre des UNSCOM et UNMOVIC ou du Conseil de sécurité. L'auteur rappelle que les membres permanents ne sont pas seuls à voter et que la mécanique fort complexe du vote d'une résolution du Conseil constitue l'arrière-plan essentiel des joutes entre Dominique de Villepin et Colin Powell. L'affaire ne se résume pas pour Paris à un simple choix entre le veto ou l'abstention. En effet, si Paris se contente de l'abstention, les membres non permanents auront du mal à résister aux pressions de Washington et la résolution passera.

Par ailleurs, on voit très bien le changement de pied américain qui a été la cause immédiate de la crise. Au départ, Washington pensait que la résolution 1441 suffirait, si les inspections en Irak n'étaient pas satisfaisantes, pour couvrir une action militaire, alors que Paris estimait que celle-ci devrait être autorisée par une autre résolution. Puis Washington changea d'avis, sous la pression de Tony Blair, qui avait besoin d'un clair mandat de l'ONU vis-à-vis de son opinion publique. Or cela allait à l'encontre du *gentlemen's agreement* imaginé au même moment par Jean-David Levitte, l'ambassadeur à Washington : Washington ne demanderait pas le vote d'une seconde résolution, que Paris ne pourrait en aucun cas accepter, et en échange Paris resterait modéré dans la critique d'une opération unilatérale – qui se serait alors déroulée sans mandat spécifique de l'ONU, sur le modèle de l'intervention de l'Alliance atlantique au Kosovo en 1999, à laquelle alors la France avait poussé... Finalement, les Américains ne demandèrent pas une autre résolution, car elle aurait selon toute probabilité échoué et la conférence de presse de Villepin le 19 janvier et son discours devant le Conseil de sécurité le 14 février s'écartaient résolument du schéma du *gentlemen's agreement*, en portant la question au niveau lyrique des valeurs de civilisation.

On suit également le déroulement des inspections de désarmement en Iraq. C'est l'arrière-plan indispensable de la crise, qui juridiquement tourne autour des résultats de ces inspections – car l'Iraq a accepté en 1991 le

principe de la suppression de ses armes de destruction massive – et des conclusions qu'en tire le Conseil de sécurité. Certes, quel que soit le résultat de ces inspections, Washington était décidé à intervenir, pour un ensemble de raisons sur lesquelles l'auteur aurait pu se pencher davantage. En même temps, il montre que, même si bien sûr Washington a manipulé le dossier pour l'opinion publique nationale et internationale, les Américains ont été moins cyniques qu'on ne l'a pensé à l'époque. Ils se sont pour une part auto-intoxiqués, les services secrets ayant particulièrement mal fonctionné et la rédaction simpliste des différents documents ou discours consacrés aux armes iraqiennes ayant encore aggravé les choses. Pour une autre part, ils étaient sincèrement convaincus que Saddam Hussein continuait ses efforts pour se doter des armes interdites. Outre le souvenir du choc éprouvé en 1991, quand les inspecteurs avaient découvert l'ampleur des programmes iraqiens, les Américains étaient persuadés que, si Bagdad s'opposait le plus possible aux inspections, c'était bien la preuve que l'Iraq avait quelque chose à cacher. Seul Jacques Chirac, bien formé au sein du sérail politique français et à la rude école du RPR, avait compris que Saddam ne pouvait pas se permettre d'avouer à ses propres lieutenants, s'il voulait rester en place, qu'il ne disposait plus d'armes chimiques ou bactériologiques et que son programme nucléaire était à l'arrêt. Quand, enfin, il accepta de véritables inspections sans entrave, c'était trop tard.

On pourra avoir des jugements différents sur certains points. L'auteur relativise le poids du « *lobby* » iraqien en France, alors que Paris – Chirac étant Premier ministre... – était allé très loin dans le domaine nucléaire avec Bagdad dans les années 1970 et avait soutenu l'Iraq abondamment lors de la guerre iraquo-iranienne. Dans le même temps, l'Iraq apparaissait à beaucoup de responsables français comme le pays le plus moderne du Moyen-Orient, en ce qui concerne par exemple la liberté religieuse, la place des femmes, etc.

Aurait-on pu à Paris procéder différemment ? C'est-à-dire moins dramatiser les choses ? On constate que les diplomates, en tout premier lieu Jean-David Levitte, dont le rôle essentiel et les positions très argumentées sont bien mises en valeur dans l'ouvrage, l'ont recommandé à différentes reprises et, une fois de plus, le récit du côté français est beaucoup plus nuancé que ce que les Américains en avaient retenu à l'époque – sans même parler des campagnes haineuses de dénigrement systématique de la France. Cependant, je pense que tout simplement ni Jacques Chirac ni Dominique de Villepin ne le souhaitaient. En particulier, le livre souligne le fait que, si dès la fin 2002 les Etats-Unis étaient décidés à sanctionner l'Iraq en tout état de cause, au même moment Jacques Chirac était parvenu à la conclusion qu'en aucun cas, quels que soient les résultats des inspections, la France ne se joindrait à une intervention armée. Et, le 22 janvier, il l'annonce clairement lors d'une conférence de presse commune avec Gerhard Schröder, rejoignant ainsi publiquement la position

résolument pacifiste de son partenaire. On peut dire que la mauvaise foi était symétrique à Washington et à Paris.

En effet, et c'est le fond de l'affaire, avec les mêmes éléments, car rien de ce que je vais souligner maintenant n'a été omis par l'auteur, on peut présenter une vision plus dure, plus accentuée de la politique française. Certes, Paris veut résister à un engrenage qu'on trouve à la fois injustifié – car les manquements irakiens ne sont pas gravissimes et on peut espérer résoudre les problèmes de désarmement encore pendants – et dangereux. Et on constate d'ailleurs que les conséquences négatives de l'intervention prévues par Jacques Chirac se sont effectivement réalisées. Certes, Paris veut maintenir le respect du droit international dans le cadre des Nations Unies, mais cela va bien au-delà : on se souvient de cette sorte d'exaltation qui s'empara de certains milieux à Paris ; il ne s'agissait pas seulement de freiner les Américains, de se démarquer d'eux, de les empêcher d'utiliser les Nations Unies pour camoufler leur unilatéralisme, il s'agissait de construire un nouveau rapport de forces, de renouer avec la politique gaulliste – la plus dure, celle des années 1964-1968. Dès 1996, on note que le nouveau Président de la République durcit sa position face aux Etats-Unis sur le dossier irakien, rompant ainsi avec son prédécesseur. La relation avec le chancelier Schröder en 2002-2003, que justement la crise irakienne permet à Jacques Chirac d'approfondir – et il saute sur l'occasion –, doit faire progresser le dossier de l'Europe-puissance et pour le moins contribuer à redresser l'équilibre transatlantique. Le binôme franco-allemand devient même un axe Paris-Berlin-Moscou par une déclaration commune sur l'Iraq le 10 février 2003, tandis que le Président français ne rate pas une occasion d'exalter la « multipolarité ». Dans le même temps, la Convention européenne, largement sous l'impulsion de ses membres français, prévoit de doter le « traité constitutionnel » en cours de préparation de clauses concernant la politique de sécurité. C'est tout un projet d'Europe-puissance à la française, dans la tradition gaulliste, qui se met en place.

On cherche aussi à « capitaliser » sur le second tour des élections présidentielles de 2002, dans le contexte de la crise irakienne. La politique extérieure rejoignait la politique intérieure. En février et mars 2003, Dominique de Villepin puis Jacques Chirac sont en visite en Algérie. Le 3 mars, devant le Parlement algérien, le Président de la République souligne les liens entre les deux peuples et présente l'Islam comme la deuxième religion en France. C'est bien à un ensemble que l'on a affaire, pas à une crise portant uniquement sur l'Iraq.

C'est pourquoi la réconciliation franco-américaine, que l'auteur voit survenir assez vite après la crise, doit être interprétée à mon avis dans un ensemble plus complexe : l'échec du référendum européen en avril 2005, outre qu'il renvoie à plus tard les dispositions importantes de politique extérieure et de sécurité – donc d' « Europe-puissance » – que comporte le Traité, marque un affaiblissement considérable de Jacques Chirac, tandis

que le remplacement de Gerhard Schröder par Angela Merkel à l'automne l'isole. Quant aux émeutes des banlieues à l'automne 2005, elles montrèrent que le modèle français d'intégration dont on se gargarisait depuis l'élection présidentielle de 2002 était en panne. Finalement, le rapprochement se fait entre deux pays qui, dans cette crise iraquienne, avaient échoué, chacun de son côté, et qui s'étaient réciproquement enfermés, comme deux duellistes se battant de trop près.

Georges-Henri Soutou

Julien HERVIER, *Ernst Jünger dans les tempêtes du siècle*, Fayard, Paris, 2014, 500 p.

Il manquait en France une grande biographie d'Ernst Jünger : le meilleur connaisseur français de l'écrivain, Julien Hervier, spécialiste de littérature comparée, qui avait déjà assuré la publication dans la Pléiade de ses *Journaux de guerre*, s'en est chargé.

Impressionnante par le degré de détail, l'abondance des citations, la diversité des sources, l'ouvrage traduit une véritable proximité de l'auteur avec son sujet. Il présente avec précision et subtilité la personnalité complexe de ce Prussien nationaliste, héros des tranchées de Verdun, d'où il rapporta le grand témoignage paru au lendemain même de la guerre sous le titre *Orages d'acier*. L'ouvrage consacre sa renommée d'écrivain. Apologiste des corps francs, brillant essayiste, il maintient une certaine distance vis-à-vis des nazis, dont il a discerné très tôt la nature, mais refuse l'engagement personnel contre eux, alors que certains de ses amis participent au complot contre Hitler de von Stauffenberg.

Julien Hervier est à son mieux décrivant le Jünger de la Seconde Guerre mondiale, capitaine de la Wehrmacht affecté à l'état-major du *Gross Paris* et qui goûte aux plaisirs de la mondanité avec le Tout-Paris de la collaboration. Il déjeune chez Florence Gould, se lie d'amitié avec Drieu La Rochelle, dialogue avec Morand, rend visite à Picasso, rencontre Aragon, prend ses distances avec Céline et rend service à Gaston Gallimard.

La période de retrait après la défaite allemande et la lente réhabilitation de l'écrivain dans une Allemagne où il demeure très contesté offrent à son biographe une longue et assez passionnante description de la vie quotidienne de celui qui deviendra progressivement, avec le temps, le patriarche de la « Maison du grand forestier » à Wilfligen. Il y reçoit des hôtes aussi célèbres que Helmut Kohl, François Mitterrand ou Felipe Gonzáles, tout en voyageant abondamment, en dépit de l'âge et en assouvissant sa passion pour la nature en général et les coléoptères en particulier.

La précision de la documentation qui va jusqu'à détailler les péripéties domestiques de l'entourage de l'écrivain et l'abondance du récit, couvrant une longue existence, exceptionnellement riche d'expériences et de rencontres variées, tend toutefois à occulter le jugement de son biographe sur la personnalité même de Jünger. L'empathie l'emporte le plus souvent, y

compris lorsqu'il justifie le refus de Jünger, en mission durant la campagne d'Ukraine, de prendre position sur les atrocités perpétrées par les SS dont les officiers rencontrés lui font confiance ou de son refus de visiter des camps d'extermination de la région.

Julien Hervier s'est longuement expliqué, dans la préface de son édition des *Journaux de guerre* publiée dans la Pléiade, sur le soin avec lequel Jünger réécrit jusqu'à sept ou huit fois de suite ses témoignages : il y voit le souci de faire passer le message et se mettre à la portée de ses lecteurs plutôt que l'attachement à construire une image et à prendre la pose. C'est pourtant cette attitude qui vaut aujourd'hui à Jünger, en dépit de ses qualités d'écrivain, une désaffection certaine en Allemagne sur le plan littéraire, au-delà même des controverses anciennes sur son comportement pendant la période nazie.

En France, Ernst Jünger a été associé à la réconciliation franco-allemande en raison de sa participation aux combats de la Première Guerre mondiale et de la description qu'il en fit, prenant rang parmi les grands écrivains témoins de la guerre. Il l'est également en raison de sa disponibilité – lui qui se refusait en général à toute forme d'instrumentalisation – à participer aux manifestations du souvenir, non seulement lors des cérémonies réunissant Mitterrand et Kohl à Verdun, mais aussi lors de nombreuses manifestations d'anciens combattants franco-allemands.

Le grand mérite de l'importante biographie de Julien Hervier est donc de sortir l'image de Jünger des seuls aspects d'écrivain combattant et de reconstituer la complexité de son itinéraire et les différentes facettes d'une personnalité qui finalement a pris grand soin, au-delà des combats héroïques de sa jeunesse dans les tranchées du nord de la France, de se garder des « tempêtes du siècle », contrairement au titre choisi par Julien Hervier.

Benoît d'Aboville

Jean-François KAHN, *L'Horreur médiatique*, Plon, Paris, 2014, 184 p.

Le choix de rendre compte de cet ouvrage est certes dû à la notoriété que l'auteur a acquise en France, personnalité devenue référence publique en raison de son parcours et de ses responsabilités au sein de divers médias, mais il est aussi dû au fait – rare ! – qu'un professionnel du domaine écrive un ouvrage sur celui-ci, *a fortiori* plus ou moins polémique.

Né en 1938, Jean-François Kahn, après avoir eu une formation d'historien et milité pendant une brève période au sein du Parti communiste français, a débuté comme journaliste à *Paris-Presse l'Intransigeant* en 1959. Après avoir été employé au *Monde* puis à *L'Express*, il a été éditorialiste, au cours des années 1960, d'une chaîne de radio privée (Europe 1) – où il gagnait sa notoriété publique –, puis de la chaîne de télévision publique Antenne 2. En 1984, il crée *L'Événement du Jeudi*, un nouveau magazine national original, sur la base d'une souscription, puis, après l'échec de celui-ci et

son rachat par le groupe Lagardère, il lance *Marianne* en 1997, titre qu'il a dirigé jusqu'en 2007, année de sa retraite. L'homme n'a donc pas ménagé ses engagements dans les médias, où il a su affirmer sa personnalité, par ses critiques comme par ses initiatives. En 2009, il a même été élu au Parlement européen au titre du Modem, mais il a démissionné pour laisser sa place à la deuxième de sa liste, Nathalie Griesbeck.

Dès son introduction, son parti pris est clair, même s'il n'est pas évident de « *projeter un ouvrage sur l'horreur médiatique' dans un espace que le pouvoir médiatique infuse* » ! Les lecteurs se poseront par ailleurs une question à la suite de son auteur : « *Peut-on analyser, du dehors, un phénomène que l'on a vécu si longtemps du dedans, avant de s'en détacher ?* »

L'ouvrage traite principalement de la critique accrue des médias. Constitué de onze chapitres de dix à quinze pages environ, il s'appuie d'abord sur l'expression couramment usitée de « *vous les médias !* », qu'il reprend pour interpeler son milieu professionnel. Puis, il poursuit son propos sur le problème de l'unicité médiatique par une description « *de l'intérieur* » du milieu qu'il a connu avant de rebondir sur des « *affaires* ». Parmi ces dernières, il y a l'expulsion vers le Kosovo, en octobre 2013, de la petite écolière Léonarda (« *la mayonnaise Léonarda* »). Il aborde ensuite, mais rapidement, l'absence d'esprit critique ou de pluralisme dans l'expression des contenus informatifs, ainsi que le manichéisme, facilitateur et uniformisateur, dans la présentation de l'actualité, dont celle relevant des questions internationales. Et de conclure l'ouvrage dans l'espoir que « *l'horreur médiatique* » conduira un jour au retour de « *l'honneur médiatique* ».

Notre présentation ne consiste pas à revenir sur tous les sujets abordés avec l'esprit critique, voire contestataire, de l'auteur. Dans son style, courant et passionnel, il est bien resté « *éditorialiste* » plus ou moins « *polémiste* » en visant ses ex-collègues, dirigeants et journalistes. Nous avons surtout rebondi sur certains aspects, en tant qu'enseignant-chercheur ayant aussi baigné dans ce milieu ! En réagissant, dès le début, sur l'expression « *vous les médias* » : traduisant des réactions critiques qu'il a entendues mille fois, il est conduit à décrire, à sa façon, une « *caste* » ou un « *univers clos* » ayant remplacé le pluralisme de la presse d'autrefois lors de l'émergence du débat démocratique au fil de l'histoire. Et de voir l'amalgame des médias qui en résulte au sein de la population, bien que cela ne soit pas encore pour lui la réalité constatée. Il prend bien acte de la tendance des médias de ne plus refléter les idées et opinions issues de la base : « *Vous les médias... qui ne faites pas écho à nos pensées, mais tambourinez nos cerveaux pour nous forcer à les taire* ». Et de mentionner leurs comportements plus ou moins contradictoires avec le pouvoir présidentiel en place, celui de Nicolas Sarkozy comme celui de François Hollande, et de décrire la « *réalité d'une illusion* ».

Même s'il conteste l'unicité de la « *caste médiatique* », ne serait-ce que pour relever parfois les choix propres à *Marianne*, J.-F. Kahn prend bien

acte de la réalité de cette illusion qui crée aussi le réel. Il fait quand même un rapide descriptif de la presse, en l'occurrence des trois quotidiens parisiens actuels, de leurs grilles de lecture de l'actualité uniformisée, à partir d'exemples pris dans la vie politique, notamment les résultats des élections législatives, le débat européen toujours en cours ou les choix politiques gouvernementaux dans le domaine international, souvent défendus d'une seule voix en ce qui concerne l'Afghanistan, l'Ukraine, la Syrie, etc. De même, à propos du « *manichéisme uniformisateur* » qu'il dénonce : qu'ils soient pour ou contre, selon les cas cités, les médias vont quasiment dans le même sens. L'auteur dénonce l'intervention en Libye, qualifiée de « *standing ovation médiatique* », et rappelle « *l'intox kosovare* ». Et de sous-titrer un de ses propos : « *La politique étrangère comme vecteur d'une pensée unique* ». JFK – comme on l'appelle souvent – a consacré un de ses mini-chapitres au référendum européen du 29 mai 2005, exemple flagrant de rupture entre le choix des médias, surtout la presse « nationale », et celui des Français : les premiers étaient *quasi* unanimes en faveur du oui et pensaient bien être suivis par leurs lecteurs-électeurs ou « l'opinion publique » ! On en a vu le résultat.

Et de renouer avec sa formation d'historien pour faire des références au passé quant aux rôles effectivement joué par la presse à des moments-clés comme les révolutions du XIX^e siècle. Malgré les nuances ou les prudences émises (notamment p. 139) quant à la généralisation des observations faites, il prend acte de la difficulté que les médias français ont, de nos jours, pour « *faire entendre un autre son de cloche* » !

Bien des travers dénoncés avaient déjà fait, depuis longtemps, l'objet de constats et d'analyses de la part de chercheurs – il est vrai que le dialogue entre les deux milieux est loin d'être exemplaire et constructif ! Ainsi, par exemple, l'expression prétexte de JFK, « *vous les médias* », est à mettre en lien avec l'ouvrage de Denis Muzet, intitulé *La Mal info. Enquête sur les consommateurs des médias* (Editions de l'Aube, 2006). Fort de son expérience de sociologue, fondateur de l'Institut Médiascopie et directeur de l'Observatoire du débat public, celui-ci observait le malaise croissant depuis des années vis-à-vis des médias et constatait déjà (p. 131) que « *jamais on n'a été aussi bien informé et jamais on n'a été aussi mal informé [...] La 'mal info' débouche sur l'incompréhension, alors que l'information devrait aider à développer la maîtrise d'un monde devenu complexe* ».

Quant à la « caste » pointée à maintes reprises, on peut aussi se reporter aux travaux passés de Rémy Rieffel, sociologue des médias, et à son usage de l'expression des « nouveaux clercs », dans *L'Elite des journalistes. Les hérauts de l'information* (PUF, 1984), étude du microcosme parisien. Sur « l'uniformisation de l'information », nous-même en avons déjà affirmé la tendance il y a 25 ans. Ne serait-ce qu'à partir de la presse quotidienne placée dans un environnement compétitif et de plus en plus marquée par les choix des médias nationaux, dont l'audiovisuel (cf. *Le Système médiatique. Le journal dans son environnement*, Hachette-Université,

Paris, 1989, et *Les Journalistes et le système médiatique*, Hachette-Université, Paris, 1992).

Notons toutefois que, contrairement à d'autres professionnels qui se sont déjà exprimés, à l'instar de Serge Halimi dans *Les Nouveaux Chiens de garde* (Liber-Raisons d'agir, 1997), JFK n'a guère mis en avant l'environnement économique spécifique à l'activité des médias, à leur financement, dont notamment l'emprise du marché de la publicité influant sur les choix éditoriaux précisément dénoncés. Sur les manipulations et les perversions des pratiques de l'information, Yves Mamou, alors journaliste au *Monde*, avait publié un ouvrage plus analytique, intitulé « *C'est la faute aux médias !* ». *Essai sur la fabrication de l'information* (Payot, 1991). Les auteurs ne manquent pas. Et Halimi dénonçait aussi les conséquences de cette évolution conduisant au « *journalisme de marché* » et à « *un univers de connivence* » – des constats anciens déjà présentés par Jean Schwoebel dans son classique *La Presse, le pouvoir et l'argent* (Le Seuil, Paris, 1968). Sujet repris à sa façon par Michael Palmer dans la réédition de son ouvrage de 1983 (L'Harmattan, 2004), *Naissance du journalisme comme industrie. Des petits journaux aux grandes agences*. Bref, notre auteur aurait encore de quoi prolonger ses propos dénonciateurs d'un « système » qu'il n'a pas non plus décrit en soi, bien que l'ayant fort connu de l'intérieur. Ne serait-ce que sur les contraintes du journalisme dans son cadre entrepreneurial quotidien et la logique de compétition inter-médiatique ! Il était pourtant bien placé pour le faire et toutes ses observations et commentaires auraient été mieux accueillis dans les milieux spécialisés...

Le constat est là : un professionnel connu, mais relevant du *star system* (cf. Edgar Morin sur ce sujet dès 1957), a pu s'exprimer très librement tout en étant plus ou moins bien relayé par les médias. Pour parler comme lui, il n'a pas fait un « grand tabac »... A lui de revenir sur le sujet, mais hors passion et de façon distanciée, afin de relancer le dialogue plus ou moins délicat entre les professionnels des médias et ceux de la recherche. Après tout, le retraité semble s'être engagé dans un devoir de mémoire qui, comme on le sait, n'est jamais achevé !

Michel Mathien

Jean DE PRÉNEUF / Eric GROVE / Andrew LAMBERT (dir.), *Entre terre et mer. L'occupation militaire des espaces maritimes et littoraux*, Economica, Paris, 2014, 464 p.

L'ouvrage réunit 25 contributions d'auteurs français et étrangers, universitaires et militaires. Sur le sujet de « *l'occupation militaire des espaces maritimes et littoraux* », il propose sur la longue durée une vision globale et des études de cas, de la partition de 1493 à l'époque la plus immédiatement contemporaine, en passant par l'analyse de différents blocus (blocus du Pays basque au XVI^e siècle, des îles de Lérins au XVII^e, blocus britannique de 1793...), par celle du contrôle de la Méditerranée

et de la mer Noire au XIX^e siècle et de la Déclaration de Paris de 1856 qui abolit la course en mer. Prenant appui sur des archives inédites, une bibliographie classique et les études les plus récentes qui la renouvellent, l'ensemble se distingue par sa cohérence, avec pour fil rouge : que signifie l'occupation militaire de la mer dans la mesure où l'occupation est un « concept terrestre » ? On peut en effet interdire, contrôler, maîtriser l'espace maritime, on peut y exercer une prépondérance – Richelieu parle de « l'Empire de la mer », Mahan assimile la prépondérance militaire sur mer à l'occupation prolongée de certains espaces maritimes –, on transite dans ces espaces mais, à proprement parler, on ne les occupe pas. En revanche, les espaces littoraux peuvent, eux, être occupés (*cf.* la belle contribution de Martin Motte, menée à la lumière de Carl Schmitt).

À l'heure où la mondialisation est très largement une « maritimisation », le concept d'occupation permet de poser, d'une part, la question de la plus ou moins grande singularité juridique de ces espaces et, d'autre part, celle de l'existence de différentes traditions au long cours (continentale et/ou scandinave, anglo-saxonne). La conclusion d'Andrew Lambert, professeur d'histoire navale au War Studies Department de King's College et directeur de la Laughton Naval History Unit, est particulièrement suggestive sur la dialectique des puissances maritimes et continentales en fonction des conditions politiques, technologiques et de la conjoncture.

Les études sur l'occupation des littoraux avant 1945 permettent de mettre en perspective l'actualité. Eric Schnackenburg revient sur la question de la neutralité face à des conflits et des crises à l'époque moderne. Dans son article sur les opérations russes sur le littoral caucasien dans les années 1830-1840, Igor Delanoë montre l'importance qu'a pour la Russie la disposition de moyens navals suffisants pour pouvoir projeter des forces et les soutenir depuis la mer. La contribution de Chris Martin s'interroge sur l'articulation du droit international de la mer et de la guerre avec la technologie et la plasticité de celui-ci en fonction des intérêts fluctuants des puissances.

Sur l'après-1945, on relève notamment la contribution de Natalya Egorova, directrice du Centre d'histoire de la Guerre froide à l'Académie des sciences de Moscou, sur la question des bases et points d'appui navals à l'étranger sous Staline et Khrouchtchev et les rapports de la Russie, puissance fondamentalement continentale, à son étranger proche. L'article de John Hattendorf, directeur du département d'histoire à l'US Naval War College, étudie l'évolution de la conception des eaux territoriales par l'US Navy depuis 1970. Eric Grove, professeur d'histoire navale à Manchester et directeur du Centre for International Security and War Studies, et le capitaine de corvette Alastair Graham reviennent sur les dimensions maritimes de l'engagement britannique lors de la guerre de Bosnie (1992-1996). Deux contributions françaises portent sur l'engagement de la marine nationale lors de la guerre du Kosovo (1998-1999) : celles de

Dominique Guillemain, « Durer face à un littoral hostile », et celle de l'amiral Alain Coldefy, sur le rôle du groupe aéronaval.

Entre terre et mer contribue de belle manière aux réflexions sur la géopolitique, la stratégie et le droit international en temps de crise ou de conflit ouvert.

Michel Leymarie

Marie-Pierre REY, 1814. *Un tsar à Paris*, Flammarion, Paris, 2014, 330 p.

Spécialiste de relations internationales, professeur d'histoire russe et soviétique à l'Université Panthéon-Sorbonne, Marie-Pierre Rey oriente depuis plusieurs années ses recherches vers le début du XIX^e siècle : elle est ainsi l'auteur de deux ouvrages remarquables et primés, une biographie d'*Alexandre I^{er}* (Flammarion, 2009) et *L'Effroyable Tragédie, une nouvelle histoire de la campagne de Russie* (Flammarion, 2012). Elle s'intéresse cette fois à un épisode largement méconnu – ce qui contraste avec sa forte résonance dans l'imaginaire russe –, le séjour à Paris du tsar Alexandre I^{er} durant trois mois, du 31 mars au 2 juin 1814. Elle s'appuie sur des fonds variés, russes comme français : à l'évidence, les archives diplomatiques et militaires, mais aussi un large corpus de journaux, de pamphlets, de mémoires, de correspondances, afin de cerner tous les registres de cette « aventure franco-russe » dans leur complexité.

Le 31 mars 1814, 60 000 soldats des troupes russes, autrichiennes et prussiennes coalisées pénètrent dans Paris par la porte de Pantin derrière le tsar Alexandre I^{er} et le roi Frédéric-Guillaume III de Prusse, se dirigeant vers les Champs-Élysées. Ils portent des rameaux verts à leurs *shakos* pour montrer leur esprit pacifique. Dans la ville qui vient de signer sa capitulation, chacun s'attend pourtant à de brutales représailles qui vengeraient le traumatisme de l'entrée de Napoléon dans Moscou, bientôt en proie aux flammes, en septembre 1812. D'abord silencieuse et apeurée, la foule qui observe le cortège est vite rassurée et cède alors à une liesse collective. D'une part, en effet, le Tsar, qui est devenu un croyant fervent, fait la différence entre la responsabilité de Napoléon, son ancien allié et seul ennemi, et « l'innocence » du peuple français. D'autre part, les officiers russes, éduqués par des précepteurs français dans l'esprit des Lumières et l'amour de la France, sont ravis de retrouver ou découvrir Paris.

Cet événement sur lequel s'ouvre l'ouvrage apparaît comme l'aboutissement de l'affrontement entre Alexandre I^{er} et Napoléon, marqué par la campagne de Russie en 1812, celle d'Allemagne l'année suivante, enfin celle de France, menée en trois mois. La première partie, qui lui est consacrée, va de la défaite de la Grande Armée en Russie fin 1812 jusqu'à la bataille de Paris fin mars 1814. Elle étudie les négociations diplomatiques par lesquelles se noue la coalition antinapoléonienne durant l'été 1813, ainsi que les tractations tentées avec Napoléon durant la campagne de France. Elle présente les armées en présence, leurs chefs – dont de

vivants portraits sont brossés – et leurs forces, pour mieux rendre compte des choix stratégiques et du déroulement des opérations. Elle évoque la tension croissante entre la population et les occupants, sur fond de sursaut napoléonien en février 1814 : réquisitions, pillages, exactions, violences – d'où l'image de « barbares » des Cosaques. Elle étudie la guerre des mots et des images au travers des propagandes respectives. Elle dévoile surtout les objectifs géopolitiques qui ont poussé Alexandre I^{er} à continuer la lutte : infliger à Napoléon une défaite définitive qui renverra la France dans « ses limites naturelles » ; assurer ainsi la paix et l'équilibre de l'Europe dans laquelle la Russie, pour prix des sacrifices consentis, occupera la place qui lui est due. Cette conception d'une Europe pacifiée et équilibrée, fondée sur le respect des traités internationaux, est au cœur de la régénération que le Tsar entend conduire.

La question du futur régime de la France est donc centrale et c'est un des points de rapprochement entre Talleyrand qui, n'ayant jamais renié son attachement aux libertés et au parlementarisme à l'anglaise, entrevoit la possibilité de profiter de la chute de Napoléon pour les établir et Alexandre I^{er}, enfant des Lumières éduqué par le républicain Frédéric-César de Laharpe. Les deux hommes partagent également une même aspiration à un système européen équilibré, après la dérive expansionniste de Napoléon. Le prince de Bénévent prend donc contact avec le Tsar en mars 1814, grâce à la relation privilégiée qu'ils avaient nouée à Erfurt en 1808. Il l'héberge rue Saint-Florentin à son entrée dans la capitale – qui a capitulé dans la nuit du 30 au 31 mars, au terme d'une journée de féroces combats. A cette date, Alexandre I^{er} n'est pas acquis à la restauration des Bourbons que préconisent ses alliés. Or son point de vue s'annonce déterminant puisqu'il est le seul souverain victorieux présent avec le roi de Prusse, au rôle militaire effacé, et que cette victoire est son triomphe personnel. Il se retrouve donc dans un tête-à-tête avec Talleyrand, qui le convainc d'accepter la restauration au nom du principe de légitimité et de soutenir, par une déclaration publique, la convocation du Sénat qui nommera un gouvernement provisoire et préparera une constitution. C'est un des mérites du livre de montrer le rôle-clef qu'Alexandre I^{er}, désireux de voir s'établir en France un régime conforme aux vœux des Français et à leur histoire, modéré et stable pour garantir la paix en Europe, joue, de concert avec le Sénat et le gouvernement provisoire, dans la déchéance puis l'abdication de Napoléon, les 2 et 6 avril, puis dans l'élaboration du Traité de Fontainebleau, signé le 11. De même contribue-t-il au ralliement des Bourbons au principe d'une charte constitutionnelle sans que, à l'image de ses désaccords avec Louis XVIII, ses espérances libérales soient pleinement remplies du fait de l'évolution conservatrice du nouveau régime...

Intitulée « Les Russes à Paris », la troisième partie de l'ouvrage est particulièrement passionnante. « Nouveau Marc Aurèle » pour Abel-François Villemain qui voit en lui un monarque éclairé et philosophe, le Tsar place son séjour à Paris sous le signe de la clémence et de la paix – comme le

confirme sa mansuétude lors du premier Traité de Paris, le 30 mai, au sujet des frontières de la France. Il s'agit à la fois pour lui d'obtenir une paix politique durable et de mettre en œuvre sa foi chrétienne. Soucieux de démontrer l'appartenance de la Russie à la civilisation européenne, il se fait protecteur des arts, refusant que les œuvres entrées dans les musées après les conquêtes soient restituées afin qu'elles puissent être vues par tous ; il rencontre aussi des écrivains et des scientifiques. En se rendant aux Invalides, il rend hommage aux vieux grognards. Il visite également les institutions qui témoignent de la France moderne construite par Napoléon. Ces diverses activités sont soigneusement mises en scène, alors que les contacts avec l'entourage de Napoléon sont restés discrets. Les Russes à Paris, ce sont aussi les officiers qui logent chez l'habitant, les soldats qui bivouaquent sur les Champs-Élysées et le Champ-de-Mars. La cohabitation est d'abord difficile et tendue avec les troupes d'occupation, la population étant effrayée par les Cosaques, dont l'étrangeté apparente accrédite leur image d'« Attila modernes », mais étant bientôt séduite par leur exotisme. Pour ces soldats, Paris est une ville de plaisir et de liberté. Il en est de même pour les officiers, francophones et francophiles par leur éducation, qui éprouvent aussi une véritable fascination culturelle. Durant la campagne de France, ils ont effectué un pèlerinage intellectuel et littéraire, certains, comme l'aide de camp du Tsar, en profitant pour rendre visite à leur ancien maître français. Durant leur séjour parisien, ils approfondissent leur connaissance de la culture française. Victor Hugo a dit que, pour eux, Paris était une ville sainte, qu'ils voulaient s'approprier. Ils s'imprègnent surtout des idées libérales ou démocratiques et emportent en Russie un esprit contestataire. On trouve parmi eux les fondateurs des sociétés secrètes libérales et constitutionnelles, en 1815-1816, et les comploteurs décembristes de 1825.

Sans conteste, ce livre est d'une grande richesse, ce qui, avec le style clair et enlevé, en rend la lecture très agréable. Il conjugue les dimensions militaires, géopolitiques et diplomatiques avec une approche biographique et l'étude des influences politiques, des transferts culturels, des migrations. Sait-on ainsi que des dizaines de milliers de soldats et d'officiers subalternes ont préféré désertir pour s'installer en France plutôt que de rentrer en Russie ? Qu'une vague de russophilie a emporté Paris, perceptible dans la mode, dans la vogue des montagnes russes, dans l'entrée dans la langue du mot « bistro » ? Par l'originalité de son sujet, la diversité de ses registres et sa grande qualité, ce livre passionne son lecteur.

Anne Dulphy

Nicolas SAUDRAY, 1870, 1914, 1939. *Ces guerres qui ne devraient pas éclater*, Editions Michel de Maule, Paris, 2014, 278 p.

Voici un ouvrage quelque peu déconcertant, en particulier pour un universitaire – ce que l'auteur n'est pas, bien qu'il choisisse d'entreprendre

une large relecture du déclenchement de trois guerres fatidiques qui ont bouleversé l'Europe puis une bonne partie du monde. Le thème est rebattu, mais non épuisé. En s'appuyant précisément sur d'abondantes lectures, y compris parmi les publications les plus récentes, et à la faveur des commémorations, l'auteur amorce un vaste réexamen des simplismes établis.

Il faut commencer par souligner qu'Albert Thibaudet est cité à la page 50, de façon critique d'abord, à propos de l'inévitabilité des guerres, mais ensuite très favorable, avec un passage tiré de *La Guerre avec Thucydide*, qui sert en quelque sorte de fil conducteur à son propre travail : « *L'historien doit se mettre en garde contre un automatisme de l'intelligence qui lui fait croire que ce qui est arrivé ne pouvait pas ne pas arriver [...] Maintenant que nous commençons à connaître en détail l'histoire de la dernière semaine de paix de 1914, à entrer dans la conscience des personnes qui furent alors les maîtres de l'heure, nous nous rendons compte de ce qu'auraient pu produire, chez l'un seulement d'une demi-douzaine d'entre eux, la conscience claire du péril et la volonté de l'éviter* ».

Nicolas Saudray entreprend ainsi une longue relecture, avec de nombreuses références à l'appui, pour aller au-delà des explications les plus répandues, contester les anachronismes et mettre en avant la responsabilité des principaux dirigeants.

La guerre « imbécile » de 1870 sert de prélude : l'auteur souligne la légèreté de Gramont et la dérive de Napoléon III, mais ensuite de Bismarck qui, après avoir été très habile, se laisse entraîner par la victoire dans l'annexion de l'Alsace-Lorraine, pourtant absente de ses plans initiaux.

Des longs développements sur la marche à la guerre de 1914 après l'attentat de Sarajevo, on retiendra la séquence mise en avant par l'auteur : « coups d'émotion » de François-Joseph et du « zigzaguant » Guillaume II ; manque de vigilance des premiers ministres Tisza et Bethmann-Hollweg ; revanchisme de Poincaré, qui fait passer l'alliance franco-russe de la défensive à l'offensive, en assurant une Russie non attaquée du soutien de la France ; emballement de Viviani et de Paléologue, ambassadeur à Saint-Pétersbourg ; pression et dissimulations de Berchtold, ministre des Affaires étrangères, pour obtenir la signature de la déclaration de guerre à la Serbie par François-Joseph ; mobilisation générale – et non partielle – de la Russie, sans consultation avec Paris ; déclaration de guerre précipitée de l'Allemagne le 31 juillet, alors que la seule mobilisation aurait donné encore deux jours de réflexion.

En un mois, « *de sauts d'humeur en points d'honneur* », des acteurs inconscients pour la plupart se laissent ainsi entraîner malgré eux puis par fatalisme dans un conflit généralisé.

A propos de 1939, Nicolas Saudray est moins systématique pour la partie européenne, en considérant que l'inaction française – et britannique – lors de la remilitarisation de la Rhénanie en mars 1936 – qui méritait,

pour cette raison, d'être traitée plus longuement – entraîne largement tout ce qui suit. Cela étant, il relève en particulier le rôle déterminant de Staline, puis l'emballement français en faveur de la Pologne alors que cette dernière vient de participer au démantèlement de la Tchécoslovaquie en réclamant et obtenant le territoire de Teschen. Les nombreuses alertes et mises en garde des plus lucides se perdent dans un « *énorme bruit de fond* ». On notera au passage un étrange souhait de réhabilitation de Halifax, qui préconise fin mai 40 de négocier avec Berlin – mais la ligne de l'auteur est d'explorer les grands tournants possibles qui n'ont pas été pris...

La partie consacrée à l'Extrême-Orient est substantielle et nettement moins familière, même pour un lecteur averti. A l'encontre de la thèse du basculement militariste du Japon et de l'inéluclabilité de la confrontation nippo-américaine, il souligne la diversité des courants à Tokyo. Les nationalistes sont battus lors des élections de février 1936, au profit des libéraux et des socialistes, mais quelques milliers de jeunes militaires et d'étudiants fanatiques, au besoin assassins, vont l'emporter sur les conseillers de l'empereur et le gouvernement : « *Une minuscule minorité cachée, sans mandats ni titres, impose ses choix par la terreur* ». Le pacte germano-soviétique déstabilise les Japonais échaudés par les combats de Mongolie. Le brio de l'état-major de la marine, moins ossifié que celui de l'armée de terre, traditionnellement prépondérante, favorise le développement de la construction navale. A la fin de la guerre, le recours à l'arme atomique pouvait être évité, puisqu'en juin-juillet Tokyo cherche à négocier la paix.

Les conclusions sont simples : le nationalisme s'est propagé au cours du XIX^e siècle comme une maladie mortifère ; les meneurs de jeu ont tous sous-estimé les forces de l'adversaire ; aucune de ces trois guerres ne répondait au départ au motif « *classique* » de la conquête ou de la soumission, mais « *la rouerie des dirigeants, leur folie ou au contraire leur médiocrité font que le conflit éclate malgré de bonnes chances de préserver la paix* ».

On peut discuter divers points de cet essai très personnel mais bien documenté, soutenu par vingt pages de notes – manquent un index et une bibliographie. Sa lecture est très stimulante et on trouve rarement aujourd'hui une étude historique approfondie menée sous l'invocation d'Albert Thibaudet.

Pierre Morel